



## Le limogeage de Van Jones

Par [Joe Kishore](#)

Région : [États-Unis](#)

Mondialisation.ca, 11 septembre 2009

[WSWS](#) 11 septembre 2009

Van Jones, le « Monsieur emplois verts » du gouvernement Obama, a présenté samedi sa lettre de démission après avoir subi les attaques de l'extrême droite contre des positions défendues dans le passé, parmi lesquelles on compte l'apposition de sa signature à une déclaration contestant les explications officielles des attentats du 11 septembre.

Alors que le limogeage de Jones a été présenté sous forme de lettre de démission, il est évident que le gouvernement Obama avait décidé de le lâcher. La démarche a été annoncée samedi vers minuit, la veille d'un long weekend, dans l'espoir de voir la nouvelle rapidement enterrée.

Interrogé samedi sur cette démission, le secrétaire à la presse de la Maison Blanche, Robert Gibbs, a indiqué que le gouvernement avait soutenu le limogeage du conseiller en disant que Jones avait démissionné parce que « l'agenda du président est plus important que n'importe quel individu. »

Jones avait occupé une position relativement secondaire dans le gouvernement en tant que conseiller spécial pour les emplois verts, l'Entreprise et l'Innovation au sein du Conseil de la Maison Blanche sur la Qualité de l'Environnement. Toutefois, ses positions et associations antérieures étaient devenues la cible d'une campagne menée durant des semaines par le présentateur de Fox News, Glenn Beck, et d'autres personnalités semi-fascistes des médias et de l'internet qui réclamaient la tête de Jones.

Quel est le crime de Jones ? Avant de s'adapter à l'*establishment* politique, il avait autrefois manifesté un certain degré d'engagement social. Au début des années 1990, alors étudiant en droit à l'université de Yale, il avait été impliqué dans les manifestations contre le passage à tabac par la police de Rodney King. Plus tard, il avait brièvement été associé à une organisation maoïste connue sous le nom de STORM et qui organisait des campagnes contre la guerre et la brutalité policière.

Tout comme nombre d'autres de cette couche sociale, Jones a rapidement changé ses positions avec la progression de sa carrière. Il s'est impliqué dans diverses organisations libérales de politique identitaire avant de devenir un partisan du « capitalisme vert » en avançant l'idée que les centres urbains pouvaient être ranimés si on proposait une formation continue dans « une économie fondée sur les nouvelles énergies. » En 2008, il a écrit un best-seller, « The Green Collar Economy » (L'économie du col vert).

L'un des péchés majeurs de Jones a été aux yeux des critiques d'avoir signé en 2004 une déclaration « 9.11 Truth Statement » (Déclaration pour la vérité sur le 11 septembre). La déclaration mettait le doigt sur de nombreuses questions restées sans réponses sur les

attentats du 11 septembre en appelant à l'ouverture d'une enquête, à des auditions du Congrès, à l'attention des médias et à la constitution d'une commission d'enquête indépendante.

Il n'y a rien d'extraordinaire à la déclaration signée par Jones qui commence en citant le résultat d'un sondage réalisé par l'institut Zogby international disant que la moitié des habitants de New York City et 41 pour cent des habitants de l'Etat de New York croient que des sections du gouvernement américain avaient eu connaissance à l'avance des attentats et « n'avaient consciemment pas réagi. » Soixante six pour cent avaient soutenu l'ouverture d'une nouvelle enquête sur ces questions. D'autres sondages avaient trouvé que plus d'un tiers de la population et plus de 40 pour cent des personnes se qualifiant elles-mêmes de démocrates dans le pays rejettent l'explication officielle du 11 septembre.

Mais la remise en cause du fondement de la « guerre contre le terrorisme » est tout à fait proscrite au sein de l'*establishment* politique et des mass médias. En effet, le scepticisme largement répandu sur le 11 septembre, l'événement qui est devenu la justification centrale des guerres américaines en Afghanistan et en Irak ainsi que des attaques massives contre les droits démocratiques aux Etats-Unis, est étonnant compte tenu du silence total qui pèse sur de telles questions au sein des cercles « officiels. »

L'association de Jones avec de telles conceptions est particulièrement problématique pour le gouvernement Obama au moment précis où il intensifie de façon massive la guerre en Afghanistan et au Pakistan sous le prétexte qu'il est impératif de rechercher les auteurs des attentats du 11 septembre.

Jones lui-même a rapidement rejeté toute association avec la déclaration du 11 septembre après que sa signature ait été révélée. « Je ne suis pas d'accord avec cette déclaration et elle ne reflète nullement mes opinions d'aujourd'hui ni de jamais auparavant, » a-t-il affirmé.

Ceci mis à part, Jones avait fait l'objet d'un enregistrement vidéo en 2008 où il avait qualifié certains Républicains de « connards » (« assholes. ») Il avait suggéré que certains Démocrates devraient adopter une attitude identique en conséquence.

Glenn Beck, dont l'émission a été la cible d'un boycott publicitaire de la part d'une organisation dirigée autrefois par Jones, avait cité le passé du conseiller de la Maison Blanche dans le cadre d'une campagne devenue de plus en plus hystérique, insistant pour dire qu'Obama était secrètement en train de manigancer l'introduction du communisme aux Etats-Unis.

Vendredi dernier, les dénonciations de Beck ont été reprises par le sénateur républicain Kit Bond qui a exigé des auditions du Sénat afin de déterminer si Jones était apte à occuper son poste (en tant qu'employé subalterne de la Maison Blanche il n'avait pas besoin d'une confirmation du Sénat). Le représentant républicain Mike Pence a exigé sa démission parce que « ses opinions extrémistes et sa rhétorique grossière n'ont pas de place dans ce gouvernement ou dans le débat public. »

Pour éviter toute discussion sur Jones, le gouvernement Obama a rapidement cédé, en accordant en essence un droit de veto à l'extrême droite, qui en fait n'a que très peu de soutien au sein de la population, sur la question de qui est ou non capable d'occuper des fonctions gouvernementales.

Il y a une signification plus large à cet événement. Obama était entré en fonction sur une vague de colère et d'opposition qui avait déferlé contre de la politique du gouvernement Bush. Cette opposition n'a toutefois pas trouvé son expression dans le gouvernement Obama qui, en ce qui concerne toutes ces questions, la guerre, les droits démocratiques, le renflouement des banques et la politique intérieure, poursuit et étend la politique de son prédécesseur.

Dans le même temps, Obama est soumis à une pression constante de l'extrême droite. La réponse du gouvernement est invariablement de faire tout ce qu'il peut pour apaiser cette couche en virant de plus en plus à droite. Et donc, dès qu'il a été attaqué, il s'est débarrassé rapidement de Jones.

L'affaire Jones et le gouvernement Obama en général ont des relents de lâcheté et d'attitude réactionnaire. Quant à l'affirmation de Jones selon laquelle il aurait démissionné (alors qu'en fait il a été limogé) pour ne pas entraver l'« agenda » d'Obama, on peut dire que son limogeage est en adéquation absolue avec cet agenda.

Article original, WSWWS, paru le 7 septembre 2009.

La source originale de cet article est [WSWS](#)

Copyright © [Joe Kishore](#), [WSWS](#), 2009

---

Articles Par : [Joe Kishore](#)

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)